

L I S E Z

E N

P A G E S

6 E T 7 :

Assez d'enlèvements !

Assez de tortures !...

HEBDOMADAIRE

Prix : 30 fr.

Première Année N° 3

Lundi 21 Janvier 1957

Directeur :
Mohammed CHERKAoui

Démocratie

Organe du Parti Démocrate de l'Indépendance — 65, Bd Danton, Casablanca

**SATANIQUES
OU
PRIMESAUTIERS ?**

EN PAGE 5



En
Tribune Libre
Abdellatif SBIHI
et
Mustapha EL KASRI



S.A.R. le Prince Héritier Chef d'Etat-Major des F.A.R., chargé de l'intérim du Trône

Une seule solution : L'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

EN PAGE 4

A la recherche d'une langue perdue

EN PAGE 10

Les événements... et les hommes

LETTE DU ROI AU PRINCE HERITIER

Voici le texte de la lettre adressée par S.M. au prince héritier S.A.R. Moulay Hassan :

« Notre fils bien aimé, Héritier de notre trône,

« Salut et bénédiction sur toi,

« En égard aux efforts que tu n'as cessé de déployer à Nos côtés et aux sacrifices que tu as consentis pour la gloire du Trône et le triomphe de Notre peuple fidèle, il Nous plaît de t'investir de l'insigne charge de nous représenter, comme il Nous a plu déjà de te confier une haute mission, une lourde responsabilité : celle de chef d'Etat-Major des F.A.R.,

« Il était naturel que Notre Majesté trouvât en ta personne, produit de l'éducation que Nous t'avons prodiguée, l'exemple de la noblesse de caractère, de la sagesse et de la droiture. Depuis ton âge le plus tendre, tu t'es mêlé au peuple, tu as sympathisé avec lui et échangé avec lui des sentiments de fidélité et d'attachement ; tu as compris ses aspirations, ses rêves et ses espoirs ; et tu les as fait tiens ; tu n'as cessé depuis de partager ses joies, ses satisfactions, les peines qu'il a éprouvées et les malheurs qui l'ont frappé.

« Maintenant que Dieu t'a prodigué : science, dons et intelligence, et t'a doté des qualités d'un patriote ardent et brave ; maintenant que tu jouis pleinement de notre confiance, tu seras à même d'apprécier la mission dont nous t'avons investi ; et de même que tu as fait les preuves à la tête des F.A.R., tu sauras ici encore donner l'exemple en dirigeant les affaires de l'Etat de manière à relever le prestige de no-

tre pays et à consolider sa souveraineté.

« Tu veilleras, Nous en sommes persuadé, à renforcer l'entente et la solidarité entre tous ; à faire régner dans ce pays l'amour et l'entraide ;

« Grâce à ta persévérance ; grâce aussi à ta vigilance, tu pourras réaliser les objectifs nationaux et répondre aux espoirs que la patrie fonde sur un prince héritier sage et digne représentant d'un père qui a œuvré pour la gloire et la grandeur du pays.

« Tu connais parfaitement le passé de Notre Nation, passé riche en héros pleins de foi, ardents défenseurs des droits du citoyen et qui ont toujours fait preuve de fermeté, qui ont toujours été guidés dans leur acte, par leur fidélité aux principes, et qui se sont toujours voués au service du royaume.

« C'est ainsi qu'ils ont sauvé le Trône ; défendu leur peuple et vécu dignes et libres.

« C'est ainsi qu'ils ont pu mener le char de l'Etat jouissant de la confiance de tous et qu'ils sont arrivés à se faire obéir et respecter. C'est l'exemple de ces héros qui doit guider celui qui aspire à la direction des affaires de la nation, à assurer la sauvegarde de ses intérêts et à favoriser son progrès.

« Dieu t'assiste dans ta haute mission.

« Notre bénédiction t'accompagne ;

« Que la Très-Haut te guide dans la voie du bien et sauvegarde en toi le prince héritier de ce royaume ».

VERS UNE ALLIANCE DEFENSIVE ENTRE L'EGYPTE LE SOUDAN ET L'ETHIOPIE ?

Il semblerait que la prochaine visite en Egypte de l'Empereur Haile Selassie puisse prendre une importance politique de premier plan.

S'il faut en croire, en effet, des nouvelles qui nous parviennent du Caire, des pourparlers auraient vraisemblablement lieu à cette occasion entre le Président Nasser, l'Empereur d'Ethiopie et le Président du Conseil soudanais, afin de conclure un pacte défensif entre les trois Etats, ceci sur le plan politique.

Sur le plan économique, il serait question d'étudier l'exploitation tripartite des eaux du Nil. Un accord à ce sujet permettrait de neutraliser l'influence britannique à Addis-Abeba, influence qui a fait échouer jusqu'à présent aux projets égyptiens relatifs au barrage d'Assouan.

« Le Soudan entend renforcer ses relations avec les pays arabes et africains », a récemment déclaré le ministre des Affaires étrangères soudanais, et il a ajouté :

« Bien que nous soyons Arabes, nous ne devons pas oublier que nous sommes également Africains. C'est pour cette raison que nous avons l'intention de signer avec l'Egypte et l'Ethiopie un pacte d'amitié et de bon voisinage ».

Il a aussi affirmé (peut-être pensait-il à l'Algérie et aux pays noirs sous domination étrangère) :

« TOUS LES PEUPLES AFRICAINS intéressent le Soudan qui les aidera à obtenir leur liberté et leur indépendance ».

UNE AFRIQUE DU NORD A QUATRE ?

Deux événements se sont passés en Tunisie auxquels il semble qu'on n'ait pas accordé l'importance qu'ils méritaient.

Le premier, négatif, c'est l'ajournement du voyage de Maurice Faure en Tunisie.

Le second, positif, a été passé presque sous silence, et pourtant, c'est, de très loin, le plus important. C'est l'accord avec la Libye.

En lui-même, cet accord peut sembler n'avoir que peu d'importance, mais si l'on comprend sa signification profonde et son contexte, il mérite une attention toute particulière.

Pratiquement, c'est en effet un traité d'alliance défensive et offensive, bien que les termes employés soient à la fois prudents et modestes.

Pratiquement aussi, c'est l'entrée de la Libye dans le bloc Nord-Africain qui ne se ferait plus à trois, mais bien à QUATRE.

Lisez

« AR-RAI AL-AMM »

LE QUOTIDIEN
DE LANGUE ARABE
LE MIEUX INFORME

DAHIR

investissant S.A. le Prince Héritier

Moulay Hassan, Chef d'Etat-Major de l'Armée Royale de l'interim du trône durant l'absence de S. M.

« LOUANGE A DIEU SEUL !

« Que DIEU répande sa bénédiction sur Notre Prophète MOHAMMED et sur sa famille.

« Que l'on sache par le présent Dahir — puisse DIEU en élever et en fortifier la teneur.

« QUE NOTRE MAJESTE CHERIFIENNE

« Considérant Notre souci d'assurer une bonne gestion des affaires de Notre Royaume et l'intérêt que Nous portons au bon fonctionnement de son administration et à la consolidation de ses assises.

« Considérant la communion de sentiments qui nous lie à tous Nos sujets,

« Considérant notre grand désir d'assurer la continuité de la direction des affaires de l'Etat,

« Considérant l'aptitude de Notre Fils dévoué, le Prince Héritier S.A.R. MOULAY EL HASSAN à assumer les charges de l'Etat et le soin qu'il porte aux intérêts du Royaume,

« Considérant les dons et les capacités dont il a fait preuve dans l'exercice de ses fonctions de Chef d'Etat-Major Général des Forces Armées Royales,

« Considérant que Nous avons la certitude que S.A.R. assurera dignement la marche du Royaume, tant en Notre présence qu'en Notre absence, faisant montre à tout moment de droiture et de sagesse,

« A DECIDE CE QUI SUIT :

« A partir du 17 janvier et jusqu'à Notre retour de la croisière que Nous envisageons d'entreprendre dans certaines contrées d'Europe en vue de profiter de repos et de détente (que DIEU favorise Notre voyage et Nous prête assistance !), Nous confions à SON ALTESSE ROYALE MOULAY EL HASSAN la charge de représenter Notre MAJESTE avec les prérogatives qu'elle comporte, exception faite du droit de sceller les dahirs.

« Nous lui ordonnons de se conformer aux directives que Nous lui avons données, de suivre la voie que Nous lui avons clairement définie eu égard aux intérêts supérieurs de la Nation, à sa prospérité et à son bonheur, d'œuvrer avec persévérance, de se montrer digne de la confiance que Nous avons placée en lui et d'agir en plein accord avec le Gouvernement de Notre Majesté en vue du bien de tous,

« Nous invitons Nos sujets, proches ou éloignés, qui prendront connaissance du présent Dahir, de se conformer à sa teneur et de se rallier aux dispositions que Nous avons définies et édictées.

« Que DIEU lui prête assistance dans sa mission, l'inspire, le dirige et lui accorde Sa grâce ».

PETROLE ET PIPE-LINES

Les difficultés rencontrées par les nations occidentales au Moyen-Orient amènent toutes les compagnies pétrolières à chercher des solutions de rechange pour amener le précieux carburant sur les lieux d'utilisation, aussi voit-on se multiplier les projets de pipe-lines.

Trois projets principaux sont à l'étude.

Le plus récent, le transafricain, partirait du Tanganika pour aboutir dans le Sud-Ouest africain, sur la côte Atlantique. Il aurait environ 3.200 kilomètres de long, coûterait environ 200 milliards de francs, raccourcirait la route du Cap de moitié, ne passerait que sur des territoires appartenant au Commonwealth britannique et permettrait l'utilisation des pétroliers de tous tonnages. Il semble que les Britanniques auraient l'intention d'intéresser la France et la Belgique à ce projet, afin d'une part, de réduire la longueur du pipe-line en traversant le Congo Belge et l'A.E.F. et d'autre part de faciliter le financement de l'opération.

Le second projet, purement français, est celui du pipe-line transasiatique. Partant d'Eilat (Akaba), il aboutirait à Haïffa. Il n'aurait que 240 kilomètres de long et ne coûterait que 15 milliards de francs.

Il permettrait l'écoulement de 20 millions de tonnes de pétrole par an, soit un peu plus que la totalité de la consommation française. Malgré son intérêt, il est peu probable qu'il soit réalisé parce que les Etats arabes y sont hostiles et qu'il nécessite l'accord de l'Iran et celui des pétroliers américains.

Le troisième est le « transturc ». Il partirait de Kirkouk, en Irak, pour aboutir à Iskenderun (Alexandrette), sur la Méditerranée d'une part, et sur un point non défini du Golfe Persique d'autre part. Théoriquement facile à réaliser sur le plan diplomatique, il soulève de graves problèmes sur le plan technique et financier. Il faudrait plus de deux ans pour le construire. Sa longueur atteindrait 1.000 kilomètres, il coûterait environ 100 milliards de francs et son débit serait approximativement de 25 millions de tonnes par an.

Tous ces projets offrent d'ailleurs un défaut commun, c'est que pour les réaliser, il faudrait obtenir des livraisons immédiates et continues de tuyaux d'acier qui ne peuvent être fournis que par trois compagnies, dont une anglaise, une allemande et une française (Lorraine-Escout), alors qu'il y a pénurie d'acier à travers le monde.

Les événements... et les hommes

Notre sucre quotidien

Au mois d'août 1956, le cours du sucre brut était un des plus bas enregistrés depuis la fin de la guerre 39-45. La France offrit au Maroc 300.000 tonnes de sucre à un prix voisin de 40 fr. le kg, légèrement supérieur au cours mondial mais en garantissant pour toute l'année le prix de la marchandise et du frêt. Bien que certains renseignements laissent prévoir une hausse de 15 %, le ministère du Commerce ne crut pas devoir accepter cette offre. Gérant les affaires de l'Etat avec un esprit de petit épicier, il a refusé d'écouter les avis des experts.

Plus expert que les experts, il était certain d'une baisse.

C'est le contraire qui se produisit, et à une échelle catastrophique pour le Maroc. Aujourd'hui, le prix du sucre FOB a plus que doublé, le frêt considérablement augmenté. Cette hausse va coûter 7 milliards de francs au Maroc pour le simple contingent de 300.000 tonnes. Elle s'est déjà traduite par la hausse de 10 fr. par kilogramme qui a eu lieu récemment et qui ne reflète que de loin la réalité. A moins d'un soutien budgétaire considérable, d'autant plus regrettable que notre trésorerie publique est en difficulté, les classes ouvrière et paysanne marocaines verront leur bourse subir une dure atteinte.

A quand la future augmentation générale des prix à cause de l'incompétence de nos dirigeants ?

GAZA A L'ORDRE DU JOUR

La prospection du pétrole s'intensifie en Israël. Des explorations sous-marines ont été commencées à Césarée et dans la région du lac de Tibériade.

D'importants gisements ont été découverts à Heletz, à une quinzaine de kilomètres de Gaza et la compagnie israélienne « Naphta » a l'intention de commencer des forages dans l'enclave même.

Il est probable que si ces forages donnent un résultat positif, cela ne facilitera pas le règlement de la question de l'enclave, les Egyptiens ne pouvant manquer de tenir à ce territoire qui leur apporterait alors le carburant qui leur fait défaut, et l'intérêt que l'Occident prendrait à l'affaire ne pourrait que compliquer encore la question.

« Démocratie »

Organe Hebdomadaire du Parti Démocrate de l'Indépendance
Directeur : M. CHERAOUI

65, Boulevard Danton - Casablanca
Téléphone : 537-35 et la suite —
Adr. Tél. : Démocratie Casablanca

ABONNEMENTS :

1 an	1.500 fr.
6 mois	750 fr.
3 mois	400 fr.

C.C.P. Rabat 883-83

Imprimerie AMAL, 65, Bd Danton
S.A. au capital de 50.000.000 frs.

QUESTION

SANS REPONSE

D'un député aux Communes britanniques :

« L'Allemagne et le Japon ont réussi à transformer leur défaite en victoire. Faut-il donc obligatoirement que, pour l'Angleterre, la victoire se transforme régulièrement en défaite ? »

(La Tribune des Nations)

LE ROI SEOUD AU JAPON

C'est au mois d'avril prochain que le roi Séoud se rendra en visite officielle au Japon. Il ira auparavant aux Etats-Unis où il doit engager des pourparlers avec le Président Eisenhower sur le renouvellement du bail de la base aérienne de Dahrhan qu'exploitent les Américains.

RUSH SUR L'O.N.U.

La délégation française à l'O.N.U. comprend plus de 80 membres dont le champion olympique A. Mimoun. Les services compétents ont calculé que l'entretien de ces « envoyés spéciaux » coûtera 80 millions de francs, à condition que le débat ait lieu fin janvier ! Or, il semble qu'il faille attendre le début du mois de février pour voir l'affaire venir en discussion. La note s'en ressentira.

(« Témoignage Chrétien » 8-1-57)

A PROPOS DE L'ACTUELLE RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE CONSULTATIVE

Je cite le programme de travail imposé aux vénérables membres de cette assemblée pour la discussion du budget 1957 :

- 1) Convocation à Rabat de tous les membres de l'Assemblée le mercredi 18 janvier pour retirer les documents concernant le projet de budget de l'année 1957. Mais on a dit aux députés que les documents concernant le ministère de l'Economie nationale ne sont pas encore prêts.
- 2) Réunion, du 18 au 22 janvier, des commissions spécialisées de l'Assemblée pour discuter des projets de budget présentés pour chaque département ministériel. On peut remarquer que jusqu'à présent, on n'a pas parlé d'un rapporteur général du budget.
- 3) Le 23 et le 24 janvier, réunion plénière de l'Assemblée Nationale Consultative pour discuter du budget en présence des représentants du gouvernement.

MORALITE :

Les gouvernants ne cessent de dire qu'il faut habituer le Maroc à vivre démocratiquement. La création de l'Assemblée Nationale Consultative était un premier pas vers l'installation d'un régime de monarchie constitutionnelle moderne. Or, nos pauvres députés, qui sont pleins de bonne volonté mais encore inexpérimentés, ne peuvent en deux jours

prendre connaissance de tout le budget du Maroc, l'étudier en commission en cinq jours et le discuter en séance plénière de l'Assemblée en deux jours.

Disons clairement les choses : si cette assemblée a un rôle important, que le gouvernement lui donne le temps d'étudier les problèmes et de les discuter. Si elle est créée pour les besoins de la propagande, alors, il vaut mieux ne pas leurrer les gens et leur parler de discussion du budget et de consultations. Le Conseil du Gouvernement, au temps du protectorat, était mieux traité par les autorités résidentielles que ne l'est l'Assemblée Consultative par l'actuel gouvernement.

DOLLARS PAR TÊTE D'HABITANT

L'Institut National de l'Épargne à Amsterdam vient de dresser un tableau des dépôts par tête d'habitant calculés en dollars américains. Les résultats en sont les suivants : dépôts en banques et caisses d'épargne réunies : Allemagne Fédérale : 100 dollars ; France : 115 ; Italie : 150 ; Belgique : 250 ; Australie : 250 ; Luxembourg : 350 ; Danemark : 360 ; Canada : 420 ; Grande-Bretagne : 450 ; Etats-Unis : 650 ; Suisse : 850.

L'ECOLE DES CAIDS

Une heureuse initiative du ministère de l'Intérieur, mais...

Le ministre de l'Intérieur vient d'inaugurer des cours de formation pour les Caid. L'idée en elle-même est louable. D'ailleurs, elle s'inspire aussi bien dans sa direction que dans sa méthode et son programme, des cours de préparation que l'on donnait aux contrôleurs civils et aux officiers des Affaires indigènes au temps du protectorat à Rabat.

Des remarques urgentes s'imposent.

D'abord, la durée des cours est ridicule. Comment peut-on, en un mois, dispenser un enseignement utile à la formation administrative des Caid ? Nous pensons qu'un premier stage de six mois au vu de plusieurs périodes de perfectionnement sont indispensables.

Ensuite, le niveau de culture des nouveaux Caid semble-il à ces administrateurs de suivre ces conférences de stage avec profit ? Il est triste de rappeler que la plupart des Caid et gouverneurs qui ont été nommés depuis l'indépendance ont très peu de culture ou n'en ont pas du tout. D'où difficulté pour eux de remplir leur rôle d'administrateurs modernes, aptes à saisir les problèmes politiques, économiques, administratifs et sociaux qui se posent à présent au Maroc.

Il eut été utile pour notre pays que soient nommés à ces postes de commandement des hommes capables intellectuellement et moralement de remplir ces fonctions délicates. Naturellement, il aurait fallu que l'administration compétente ait eu pour critère, dans son choix, la compétence et la probité et non la couleur politique seule !

Les élèves de l'école d'administration étaient tout désignés pour remplir ce rôle et prendre la place de ces nouveaux Caid qui seront éternellement inadaptés, donc inefficaces.

« De la censure illégale »

J'ai reçu une lettre d'un ami musulman de Yougoslavie. Je ne fus pas si étonné de constater, en voulant la déchiffrer, que d'autres avant moi m'avaient épargné cette peine, sans prendre la peine, eux, de la reformer.

Hélas ! nous nous sommes habitués, ces derniers temps, à constater la violation de la liberté de correspondance et celle des communications téléphoniques. Il n'y a pas une seule personne qui osera nier le toc-toc assourdissant provenant de l'écouteur chaque fois qu'on veut parler par téléphone de ses affaires personnelles. Il y a plus grave encore que tout cela. Une personne que je connais, et dont la sincérité est éprouvée, m'a dit qu'étant allée à la Direction de la Sécurité à Rabat, un de ses amis, haut fonctionnaire dans ce service, a retiré de ses étagères un disque qu'il fit tourner devant notre ami. Sur ce disque se trouvait enregistré une communication téléphonique qu'eut celui-ci à « l'Epoque de l'Indépendance ». Les deux compères rient ensemble de cette blague et la « chose » fut classée. Drôle de liberté. Le citoyen n'a plus de vie privée.

Afin de ne pas laisser le privilège d'avoir parcouru ma lettre, seulement à... quelques-uns, je me permets de la rendre publique sans absolument rien y changer :

« Cher Ami,

« J'ai reçu votre aimable carte et je vous en remercie beaucoup. Je suis très heureux que vous allez bien et que vous avez trouvé votre famille en bon santé. Votre visite nous restera un souvenir cher et aimable. Bien que notre rencontre était très courte, elle est devenue sincère et amicale, et nous désirons continuer notre connaissance et la rendre plus profonde encore. »

Mon correspondant me parle ensuite de la neige qui est tombée cette année en abondance dans son pays. Puis il conclut :

« Au monde se passent beaucoup de grandes choses très sérieuses et de tristes événements et nous souhaitons de tout notre cœur que l'Egypte en sorte plus forte encore pour son bonheur et pour celui de tous les pays... »

Signé : Docteur Mohammedegic
sa femme Aïda et sa fille Nahida.

De deux choses l'une : ou notre pays jouit de la liberté de correspondance, et il faudrait punir les fonctionnaires qui ont ouvert et lu ma lettre, ou donné des ordres pour faire ouvrir et faire lire une lettre, ou bien alors, nous vivons une période d'exception, et il faudrait décréter des lois instaurant la censure pour tous..., l'état de siège pour tous... ou le courrier des uns est tabou alors que celui d'autres est livré à la curiosité de censeurs illégaux.

Quant à vivre dans « la République des petits camarades », cela, nous ne le permettrons jamais dans notre pays.

Mustapha EL KASRI.

Une seule solution : l'INDÉPENDANCE DE L'ALGÉRIE

L'extrême droite est satisfaite de la politique de M. Guy Mollet. Tel est l'effarant résultat de l'attitude de l'actuel gouvernement français en face du problème algérien.

Certes, comme le souligne « Le Figaro », le gouvernement Mollet, pour le candidat de la réaction aux élections de Paris-Rive gauche, est « un gouvernement composé d'adversaires ». Mais, ajoute le journal de M. Brissson, « conscient de son devoir notamment en ce qui concerne l'Algérie »...

En d'autres temps, un succès de la droite aux élections eut fait frémir les socialistes S.F.I.O. Aujourd'hui, ils s'en félicitent et laissent les journaux de droite les en féliciter.

Il n'y a rien d'étonnant à cela quand on sait qu'en Algérie, le « socialiste » Robert Lacoste est le vrai défenseur des « ultras ».

Ces « ultras » qui ont trouvé un soutien sans limites en la personne du général Massu auquel Lacoste a confié tous les pouvoirs civils et militaires, poursuivent leurs menaces, leurs attaques contre les musulmans algériens.

Pendant qu'en France se confirme le flirt, l'entente entre la droite et les socialistes, en Algérie, les populations vivent dans l'angoisse des jours redoutables qui les attendent.

UNE EPREUVE DE FORCE

Le Front de Libération Nationale a décidé de lancer un ordre de grève de huit jours, pendant la durée du débat sur l'Algérie à l'O.N.U.

La population algérienne se prépare à cette grève. Mais Massu, les maires et autres porteparoles du colonialisme, font savoir qu'ils s'opposent par la force à cette grève.

Ainsi, on prépare un nouvel assaut contre le peuple algérien martyr.

En « avant-première », si j'ose dire, les factieux de Bône ont organisé des manifestations racistes qui rappellent celles du 29 décembre dernier à Alger. Molestant les passants algériens, brisant les devantures des magasins, criant des slogans racistes, ils ont semé, des heures durant, une panique générale.

Ce climat de haine et de guerre se généralise rapidement et creuse davantage le fossé entre les deux communautés, l'europeenne voulant à tout prix conserver ses privilèges et, comme l'écrivait récemment Robert-Marie Deschamps dans « L'Espoir-Algérie », « maintenir sa prépondérance » sur « un peuple de 8 millions et demi d'Arabo-Berbères aspirant à rejeter cette domination ».

Voilà le drame qui déchire l'Algérie.

LA DETERIORATION DE LA SITUATION

Au lieu de rapprocher les deux communautés, la politique actuelle du gouvernement français ne fait que les dresser encore plus profondément l'une contre l'autre.

Les manifestations de Bône auxquelles nous faisons allusion plus haut ont été organisées à l'occasion des obsèques d'Oltra. Celles d'Alger faisaient suite à l'exécution de Fröger. C'est le cycle infernal des attentats et des représailles.

La seule solution raisonnable capable de mettre un terme à cette tragique situation est la reconnaissance du fait national algérien, l'ouverture de négociations, sur la base de l'indépendance, avec les représentants valables du peuple algérien, et l'arrêt de la répression.

LA POSITION FRANÇAISE

Dans sa déclaration d'« intentions », M. Guy Mollet a prétendu qu'il offrait un « cessez-le-feu » sans conditions. Or, implicitement mais très clairement, il invite les Algériens à abandonner la cause pour laquelle ils luttent, puisqu'il impose, lui qui prétend ne pas poser de conditions, l'« arbitrage » PERMANENT de la France entre les deux éléments de la population.

Que penser de cet « arbitrage » en présence des multiples faits quotidiens qui démontrent que le ministre-résident, ses parachutistes et ses policiers prennent le parti des pires colonialistes et s'acharnent sur les populations musulmanes, tuant les « tuyards », fouillant les femmes, ameutant, par leurs « razzias » ou « opérations (monstres) de contrôle », des milliers et des milliers d'Algériens.

UN TEMOIGNAGE

Le correspondant de « L'Express » à Alger le soulignait, fort justement, dans l'un de ses derniers articles : « Toute la population musulmane est désormais ralliée aux combattants et leur apporte son appui ». Cette population, opprimée, exploitée et honteusement maltraitée, ne peut en effet qu'être du côté de ceux qui défendent son honneur et son droit à une vie libre et heureuse.

LA POLITIQUE DES YEUX BAUNDÉS

Le gouvernement Mollet et son ministre-résident pensent-ils, avec leurs méthodes de guerre et de répression collective, pouvoir anéantir la résistance algérienne ?

Ils ne peuvent raisonnablement le penser. Mais ils n'en poursuivent pas moins cette impossible politique dictée par les puissances d'argent et leurs zélés serviteurs tel que l'ancien gouverneur Jacques Soustelle, bras droit à l'O.N.U. de Christian Pineau, tel que Monteil, ami de Ben Arafat et, aujourd'hui, membre de la délégation française à l'O.N.U. (on reprend les mêmes et on recommence. Pour le gâchis !).

Est-il donc impossible que l'on ouvre les yeux sur la réalité de la situation ? Il est faux, comme le prétend Soustelle dans l'ultra-colonialiste « Carrefour », que les Français d'Algérie soient en danger et que « la population européenne n'aurait plus le choix qu'entre l'exil — au milieu de quels troubles et de quelles souffrances ! — ou la déchéance au rang d'une minorité opprimée au sein d'Etats fanatiques et totalitaires ».

LA FAUSSE HYPOTHESE

Poser le problème de cette façon équivaut à dire qu'il n'y a place en Algérie que pour une hégémonie européenne ou un laratisme arabe revanchard. C'est donc mal poser le problème. Et c'est, sans doute, taire preuves de mauvaise foi que d'évoquer le spectre imaginaire d'une oppression de la minorité européenne d'Algérie, sous un régime d'indépendance avec ou sans l'idée d'une Confédération maghrébine.

LA POSITION DU F.L.N.

Le F.L.N., émanation du peuple algérien et son seul porte-parole incontesté a déjà proclamé que les intérêts français seraient respectés. Dans cette proclamation (1er novembre 1954), le F.L.N. affirme que « tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre leur nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur, ou opteront pour la nationalité algérienne, et dans ce cas, seront considérés comme tels en droits et en devoirs ». S'ils deviennent étrangers, ils jouiront des mêmes droits que n'importe quel étranger dans les pays démocratiques.

Les représentants valables du peuple d'Algérie en lutte pour son indépendance sont donc conscients de l'existence de cette minorité d'un million d'Européens. Ils ne veulent ni l'exploiter, ni l'exterminer, mais se refusent à lui permettre de continuer, sous une forme ou une autre, l'exploitation et la domination du peuple algérien. Ils sont prêts à leur accorder une co-habitation pacifique.

Ce que veulent les gouvernements français ne saurait être admis par le F.L.N. que des personnalités algériennes de toutes opinions vien-

nent, tout récemment encore, de reconnaître comme « seul représentant authentique et valable du peuple algérien ».

Parmi les signataires de la déclaration où nous relevons cette phrase figurent MM. Abderrahman Farès, ancien président de l'Assemblée Algérienne et Mesbah, ancien vice-président de cette Assemblée. Les auteurs ont dénoncé le vide de la « déclaration d'intentions » de M. Guy Mollet et souligné qu'elle « ne demande pas moins aux patriotes algériens que de consentir à une véritable capitulation sans conditions ».

« Il est bon de rappeler, ajoute la déclaration, que le Sahara algérien n'a pas échappé aux spéculations du gouvernement qui s'efforce de l'annexer pour en accaparer les richesses. LE SAHARA ET SES RICHESSES SONT LA PROPRIÉTÉ DU PEUPLE ALGERIEN QUI N'ACCEPTERA JAMAIS QU'IL SOIT PORTE ATTEINTE A SON INTEGRITE TERRITORIALE ».

Tels sont les sentiments des Algériens.

DANS L'ENGRENAGE

Nous avons déjà écrit, ici même, que des « élections » ne donneraient rien, puisque le régime colonialiste n'est pas aboli mais maintenu par la France « intentionnelle » de Mollet qui, étrangement, rejoint la France « pacificatrice » à la manière de Robert Lacoste.

La France des Mollet et Lacoste est dans l'engrenage. Elle perd un temps précieux. Car cinq cent mille soldats du contingent mènent une guerre sans issue.

Politiquement et psychologiquement, cette guerre est perdue par le colonialisme.

Militairement, certes, non. Mais songeons que ce n'est pas une défaite militaire que l'impérialisme français a essuyée en Tunisie ou au Maroc, mais bien une cuisante et retentissante défaite politique et psychologique.

Des succès militaires, même assurés, ne peuvent pour autant garantir une « présence » basée sur l'occupation et la contrainte. Bien au contraire !

LES EXEMPLES DU PASSE

Et pour prendre encore une fois l'exemple du Maroc, ni la déposition du Sultan, ni les suppléments de Guillaume, ni la ruse et les menaces de Francis Lacoste, ni l'entêtement et les attermolements de Boyer de La Tour n'ont empêché notre pays de recouvrer son indépendance.

Pour un retour à la paix, il est indispensable que les conditions posées par la Résistance algérienne soient acceptées.

Si l'on continue à tourner le dos à la seule solution réaliste du problème, à savoir l'indépendance, le cortège de malheur continuera, mais n'empêchera pas l'aboutissement normal : l'écrasement de l'impérialisme.

LA SOLUTION VALABLE

Il est regrettable et étonnant que le Président Mendès-France, dont le libéralisme dans le domaine colonial est connu, déclare que la discussion du problème algérien à l'O.N.U. ne permettra pas de trouver une solution à ce problème.

Les peuples opprimés tels que le Maroc et la Tunisie ont fait appel, durant leur lutte pour la libération, à l'O.N.U. et à travers elle, à la conscience universelle, et cet appel n'a pas été inutile.

Tout récemment, l'O.N.U. est intervenue dans l'affaire de Suez et son intervention a été juste et efficace.

L'Organisation des Nations Unies doit intervenir pour arrêter la guerre en Algérie et assurer à ce pays la liberté de construire son destin comme il le désire.

A. H.

TROIS IMPERATIFS :

Enseignement primaire obligatoire
une réforme agraire
et industrialisation du pays

Depuis la proclamation de l'indépendance, un grand espoir habite le cœur de tous les Marocains, l'espoir d'un avenir meilleur pour tous et surtout pour les classes déshéritées. Le peuple a compris qu'un changement radical allait toucher la vie du pays aussi bien sur le plan politique que sur le plan social et économique. S'étant libéré politiquement, le Marocain veut aussi se libérer de la misère, du chômage, de la maladie et de l'ignorance. Il veut améliorer son sort rapidement. A l'heure actuelle, la politique n'est plus un luxe réservé aux bourgeois et aux intellectuels. L'ouvrier, le paysan s'intéressent aux problèmes de la nation.

REVEIL DES MASSES

Devant ce réveil des masses, quelle va être la position de notre parti ? Le P.D.I., à la pointe du combat durant la période de la libération, doit rester à la pointe du combat dans cette période de construction et de consolidation de notre indépendance et d'établissement d'une doctrine sociale conforme aux aspirations du peuple.

En vue de l'établissement d'un tel programme, acceptons d'abord une vérité : c'est que l'histoire marche toujours de l'avant et qu'elle ne recule pas, ensuite, c'est que malgré notre fidélité à notre passé et à nos traditions, c'est l'avenir que nous devons préparer conformément à l'évolution de l'Histoire.

Le rôle de notre parti est de prévoir, de préparer l'avenir et de ne jamais être à la remorque des événements. Pour ce, le programme du P.D.I. doit être dynamique, simple, efficace, et adapté aux conditions nouvelles.

Nous pensons que la démocratie est avant tout un genre de vie plutôt qu'une doctrine. Il n'existe pas de méthode universelle applicable en tous lieux et en tout temps. Le Maroc devra choisir sa méthode conforme à son génie.

L'essence de la démocratie, c'est l'égalité. Bien sûr, les capacités intellectuelle, artistique, technique, varient d'un être à l'autre. Ce sont là des inégalités naturelles. Par contre, il y a d'autres inégalités d'ordre social qu'il faut détruire, car elles engendrent chez les uns des sentiments de colère, de rancune, chez les autres, des sentiments de peur, de méfiance et de mépris.

Comment allons-nous nous attaquer à ces inégalités sociales ? Pour moi, les trois principaux problèmes qui doivent être résolus avant tout autre, sont les problèmes de l'éducation populaire, de la réforme agraire et de l'industrialisation du pays.

EDUCATION POPULAIRE

Jusqu'à présent, la culture a été surtout le privilège de la bourgeoisie. Il est navrant de constater que plus de 92 % des enfants du Maroc en âge d'être scolarisés ne trouvent pas d'école pour s'instruire.

Nous réclamons pour le peuple marocain tout entier l'enseignement primaire public gratuit et obligatoire. C'est là le seul moyen pour faire évoluer les masses.

Nous insistons aussi sur la priorité à donner à l'enseignement primaire technique. Nous savons que ce programme demandera un énorme effort financier. Il ne faut pas que le gouvernement trouve ce prétexte pour éluder ce programme vital pour l'avenir de notre pays. Si des sacrifices s'imposent, le peuple est prêt à les accepter.

Nous devons tout mettre en œuvre pour faciliter l'enseignement primaire, utiliser tous les moyens et travailler même dans des conditions précaires s'il le faut : la baraque, la tente, peuvent être les écoles d'aujourd'hui et de demain. Il n'est pas nécessaire de construire des écoles luxueuses, mais il est indispensable que les écoles existent en nombre suffisant.

Nous n'insisterons jamais assez sur les centres de formation professionnelle où les jeunes apprendront des métiers, où ils deviendront des ouvriers qualifiés dont le Maroc a tant besoin.

Cet effort de scolarisation doit toucher aussi les adultes. Il faut encourager les classes laborieuses à former des groupes d'art dramatique, des chorales. Il faut leur apprendre à travailler en groupe, à créer des bibliothèques, des salles de lecture. Le cinéma, la radio, la presse sont d'excellents moyens pour informer et pour instruire aussi.

L'ouvrier et le paysan n'ont pas seulement besoin de pain ; ils ont aussi besoin de beauté, d'art et d'humanisme. Il n'existe pas de démocratie sociale sans culture populaire. Nous avons insisté sur des idées d'enseignement primaire et technique et sur l'importance de la culture popu-

laire, mais nous n'ignorons pas que le Maroc a besoin aussi des enseignements secondaire et supérieur. Nous savons aussi qu'il y a des problèmes difficiles à résoudre en ce qui concerne la formation des élites intellectuelles, les unes ayant puisé leur culture en Occident et d'autres en Orient. Mais nous pensons que ces problèmes ne sont pas les plus urgents et qu'ils peuvent attendre pour le moment, notre seul souci est de ne pas disperser nos efforts et de nous concentrer sur le problème de l'enseignement primaire et technique.

REFORME AGRAIRE

Cette promotion des masses marocaines qui doit être la raison d'exister du P.D.I. ne peut se réaliser que si une réforme agraire est vite promulguée. La population marocaine est, dans la proportion de 85 %, une population rurale. Le Maroc reste et restera pendant longtemps un pays avant tout agricole. Il faut donc donner la priorité, dans nos plans et dans notre pensée, à la campagne. Il n'est pas dans notre intérêt de toucher à la propriété individuelle. Le Marocain a, pour cette forme de propriété, un respect instinctif. Ce qu'il faut avant tout, c'est lutter contre le morcellement des terres. Pourquoi ? Parce que nous constatons que pour exploiter rationnellement et d'une façon moderne en utilisant des machines, il faut de grandes superficies de terrain. Plus la superficie est grande et les moyens mécaniques d'exploitation puissants, plus les rendements sont meilleurs et les prix de revient intéressants. Il faut donc remémorer la terre au Maroc. Il faut aussi donner au paysan marocain l'esprit de coopération et du travail en groupe. Il faut que l'Etat mette à la disposition des fractions de tribus ou de petits douars un nombre de tracteurs et de moissonneuses-batteuses qui deviennent les instruments communs de travail de tout ce petit groupe. Il faut aussi créer le plus de coopératives possible, d'achats de semences et d'engrais, de vente de récoltes, afin que le paysan ne soit pas victime de l'exploitation de sociétés commerciales.

Cependant, devant l'augmentation incessante de la population marocaine, il faut trouver d'autres débouchés aux jeunes bras qui montent. Des milliers d'hectares restent encore à défricher, terres collectives, terres domaniales, le gouvernement marocain doit acheter des machines puissantes pour défricher ces terres et les mettre à la disposition des paysans dans les meilleures conditions. Il doit aussi faire des prêts d'installation et des prêts de campagne pour encourager les gens à cultiver la terre et les maintenir dans leur pays d'origine.

arrétant ainsi l'exode vers les villes. Tout ce monde de la terre doit être encadré par des techniciens et des moniteurs agricoles pour lui apprendre à utiliser le matériel moderne et le mettre en contact avec les méthodes modernes de culture.

INDUSTRIALISATION

Il existe peu d'industries au Maroc. Quelques cimenteries, quelques savonneries, quelques raffineries de sucre ou de pétrole. Ces industries, peu nombreuses, sont surtout localisées à Casablanca. Le Maroc exporte ses minerais, ses phosphates, sa production agricole et il importe des produits fabriqués comme tous les pays non équipés. D'où une balance commerciale déficitaire et une pauvreté inquiétante en devises fortes. Il est urgent que nous songions à nous industrialiser.

Préalablement à l'établissement d'un plan d'industrialisation, il convient de faire un double inventaire. D'une part, l'inventaire des ressources minières du pays : pétrole, charbon, minerai, fer, manganèse, plomb, etc., produits de base indispensables à la création d'une industrie et, d'autre part, les besoins du pays en machines, en textiles et en tous produits de consommation. Au début, le Maroc doit s'orienter vers une industrie légère qui exige une main-d'œuvre habile, plutôt qu'une industrie lourde.

L'industrialisation est une chose difficile. Elle exige de grands capitaux et des cadres. Nous devons donc encourager des investissements en capitaux et la venue dans notre pays de grands techniciens.

Nous devons établir un plan d'austérité qui nous permettra de limiter nos frais, nos dépenses dans certains domaines superflus et d'orienter cet argent disponible vers l'industrialisation. Un plan d'austérité, sérieux et honnête comme la Grande Bretagne en a donné l'exemple après la dernière guerre. Car parler d'austérité ne suffit pas. La politique d'austérité a réussi dans les pays où le sens civique est très développé et où l'organisation économique est méthodiquement inventoriée.

Répandre l'instruction, réformer l'agriculture, industrialiser, doivent être les buts immédiats de notre action. De telles entreprises ne peuvent se faire que dans l'enthousiasme populaire et dans l'union totale des cœurs et des esprits de tous les Marocains. Nous souhaitons que sous la haute direction de Sa Majesté le Sultan, une solidarité s'établisse entre les partis politiques pour travailler ensemble à la réalisation de ce programme dont dépend l'avenir de notre pays.

Abou AL JALAA.

SATANIQUES OU PRIMESAUTIERS ?

C'est la question que se posent tous ceux qui suivent l'action à l'O.N.U. de nos délégués. S'il s'agit d'établir un brouillard destiné à tromper les chancelleries étrangères, nous pouvons dire que l'action a brillamment réussi. Si bien que le peuple marocain lui-même n'y voit que du bleu et se demande comment cette délégation qui, par son abstention dans le vote sur la Hongrie, semblait se tourner vers la Russie, peut, à quelques semaines d'intervalle, se trouver aux côtés des nations les plus réactionnaires pour interdire l'entrée à l'O.N.U. de la Chine qui compte le quart de la population du globe. Mais presque immédiatement, sur la question du Togo, notre délégation se retrouve dans l'abstention auprès des pays communistes, contrairement à la Tunisie, cette nation sœur avec laquelle on nous a maintes fois répété que nous devons faire un bloc uni.

Et c'est pourquoi, à l'heure où le voile s'est déchiré, où toutes les nations du monde prétendu libre se rendent compte avec angoisse de la servitude qui les guette, du terrible choix qui leur est imposé entre l'anéantissement dans le monde communiste ou l'enchantement mortel de la Circée américaine, nous sommes inquiets. C'est une main plus ferme, une pensée moins folote qu'il nous faudrait pour nous guider dans ces abîmes. Car il nous faut sauter dans la compagnie hétéroclite de la France, de l'Angleterre, de l'Egypte, d'Israël, de l'Irak et d'autres encore. Puisque nous n'avons pas su nous unir

pour défendre nos valeurs humaines, nos civilisations millénaires, faut-il préférer MM. Dulles et Eisenhower aux héritiers de Staline ?

Par un curieux paradoxe, ce sont les nations les plus faibles, parmi lesquelles nous comptons, qui seront le plus longtemps ménagées et traitées avec le plus d'égards. La crainte que nos gouvernements inexpérimentés et hésitants, choisissent la solution la plus désespérée, nous protège heureusement.

Cependant, la main de fer apparaît sous le gant de velours. Et si ordre est donné, par exemple, à la France et à l'Angleterre de composer avec le Président Nasser, l'Amérique n'en continue pas moins à bloquer les avoirs égyptiens. Si la France a dû rétrocéder les aciéries Roehling, les Etats-Unis n'en conservent pas moins les actions de la General Amilin malgré les protestations du principal actionnaire suisse soutenu par son gouvernement. Qui saura nous défendre, qui sauvera le plus longtemps les apparences de notre indépendance ? Dans ce monde inexorable dominé par la matière, nous ne pouvons nous tourner que vers la collaboration avec les nations qui laissent la plus grande place aux idées anciennes de liberté et de justice. Mais pour que subsiste le plus longtemps possible notre idéal, il faudra une continuité de vues, une ligne de conduite bien établie, une fermeté de caractère dont notre délégation ne nous donne pas l'exemple.

ZADIG.

Lettre adressée à S. M. le Sultan par le Secrétaire Général du P.D.I.

« Casablanca, le mercredi 16 janvier 1957.

« SIRE,

« Votre Majesté a daigné recevoir en octobre 1956, une délégation du Parti Démocrate de l'Indépendance représentant différentes régions du Maroc. Des membres du bureau politique ont présenté à Votre Majesté, lors de cette audience, un rapport détaillé sur les persécutions dont sont victimes les militants du Parti dans toutes les contrées de notre pays. Dans le courant du même mois, un rapport sur la situation douloureuse en zone Nord était soumis à Votre Majesté par la Section centrale du P.D.I. de Tetouan.

« Après mon retour, j'ai l'insigne honneur d'adresser à Votre Majesté la présente lettre accompagnée d'un mémoire sur les événements advenus depuis octobre dernier ainsi que de deux exemplaires des rapports mentionnés ci-dessous en faisant respectueusement part à Votre Majesté du point de vue du Parti sur la situation grave que connaît le Maroc actuellement.

« Les Marocains ont encore présent à la mémoire les injustices de l'ancien régime, ils aspirent à un avenir meilleur et étaient en droit d'attendre que les gouvernants de l'ère nouvelle pratiquent une politique de sagesse basée sur la justice, l'équité et l'intégrité.

« Malheureusement, durant l'année écoulée, il s'est passé de bien douloureux événements. Les responsables de l'ordre et de la justice ont fait preuve de partialité ou pour le moins d'incapacité ! Des membres du P.D.I. ont souffert dans leurs corps et leurs biens. Certains d'entre eux ont été l'objet de violences et de sévices dans les prisons et les camps d'internement. Des martyrs ont été assassinés en plein jour tels que le professeur Abdelouahed Laraki. Des groupes et des délégations ont été la proie d'attaques criminelles qui ont laissé plusieurs morts comme à Souk El Arba du Rharb. Des domiciles ont été violés en pleine nuit par des bandes criminelles ; des pillages, des incendies et des destructions s'en sont suivis. Des patriotes tels que Brahim Ouazzani, Abdelkader Berrada, Abdeslem Todd ont été enlevés et leur sort est, à ce jour, inconnu. Tous sont parmi les premiers combattants de la cause nationale et leur seul crime est d'être restés fidèles à leur parti et de n'être point de la même opinion politique que les responsables actuels.

« Les gardiens de l'ordre prétendent que le but de ces opérations est d'appliquer la loi en désarmant les civils. Mais les faits quotidiens et la réalité prouvent que leur dessein véritable est de combattre le Parti Démocrate de l'Indépendance et d'imposer la prédominance d'un certain parti. Nous ne sommes pas sans voir des civils armés enfreindre l'ordre public et la loi et terroriser des compatriotes sans être le moins du monde inquiétés, car ils ne sont pas du P.D.I. Des voitures chargées d'armes ont été surprises ; leurs occupants ont été libérés, car ils n'appartenaient pas au P.D.I. Des étrangers mêmes ont été arrêtés comme détenteurs d'armes à domicile ; ils n'ont encouru que des peines bénignes.

« Mais les membres du P.D.I., pour accusation de détention d'armes, restent des semaines dans les cellules des commissariats et de longs mois dans des camps inconnus alors que les procès intentés contre eux qui se sont déroulés en 1956 ont abouti à l'acquittement de tous les prévenus affiliés au Parti Démocrate de l'Indépendance.

« Les responsables de la justice ont-ils songé à infliger des sanctions à ceux qui se sont rendus coupables de sévices sur ces innocents, les laissant infirmes ou invalides dans la fleur de l'âge ?

« Le Parti Démocrate de l'Indépendance, soucieux de la gravité de la situation et conscient de ses responsabilités et de ses devoirs envers le Roi et le Peuple, a souvent demandé par l'entremise de ses délégations et de ses ministres au sein du gouvernement de coalition que les ministères de l'Intérieur, de la Justice et de la Défense nationale soient confiés à des hommes sans attaches avec aucun parti. Son but était de voir garanties la sécurité et la justice pour tous les compatriotes, afin qu'ils jouissent des bienfaits de l'indépendance et sachent que l'Etat est une institution nationale et non partisane.

« SIRE,

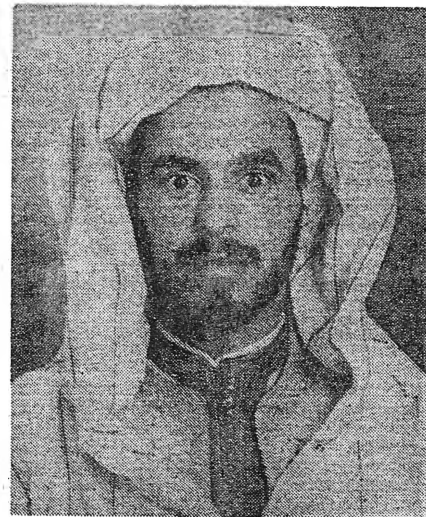
« Afin d'assainir le climat politique et d'assurer la stabilité interne, le Parti Démocrate de l'Indépendance demande :

- « 1°) la libération de tous les internés politiques appartenant au P.D.I. ou à d'autres formations indépendantes ;
- « 2°) le retour de toutes les personnes enlevées ;
- « 3°) la prohibition des moyens de torture utilisés dans les locaux de police ou dans les camps par basse vengeance pour extorquer des aveux destinés par ceux qui les extorquent à un usage dont le but est connu ;
- « 4°) l'application des lois dans les commissariats et les prisons et la promulgation de nouvelles lois pour protéger les citoyens et garantir leurs droits et leurs libertés ;
- « 5°) la désignation d'une commission d'enquête composée d'éléments intègres jouissant de la confiance de Votre Majesté pour inspecter les locaux de police, les prisons et les camps et informer Votre Majesté des exactions qui y sont commises ;
- « 6°) la répression des responsables coupables de traitements sauvages sur les internés et la prise de toutes mesures pour mettre définitivement un terme à de tels agissements.

« Dieu garde Votre Majesté et L'aide à réaliser les aspirations du peuple marocain ».

MOHAMMED BEN HASSAN WAZZANI
Secrétaire Général du P.D.I.

Assez d' Assez de



BRAHIM OUAZZANI
ENLEVE A TETOUAN EN PLEIN JOUR
DISPARU SANS LAISSER DE TRACES



MOHAMMED MEKNASSI
INCARCERE DANS
UN COMMISSARIAT
DISPARU
SANS LAISSER DE TRACES



KHALIFA BEN LARBI
INCARCERE DANS
UN COMMISSARIAT
DISPARU
SANS LAISSER DE TRACES



SAID KOU
SECRETAIRE GEN
P.D.I. POUR LA I
DE TANGER, A
TOUJOURS INC

PROF
SEC

Faute de pl
deux rapports prés
Monsieur Wazzani,
adresse à S.M. Sidi
Nous ne pouvons a
comptant par cent
ont été soit enlevée
de police ou dans l
situés dans les envi

« Démocratie
lumière sur cette tr
justice et la sécurit

enlèvements ! tortures !...



Abdelouahed LARAKI

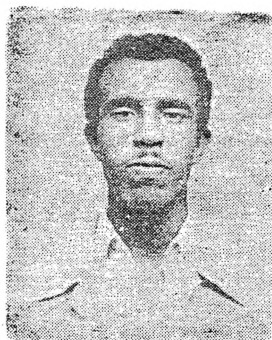
ASSASSINE EN PLEIN JOUR
SEUL A L'UNIVERSITE KARAOUYINE
ETAT GENERAL DU P.D.I. POUR
LA PROVINCE DE FEZ



ABDELKADER BERRADA
ENLEVE PAR UNE VOITURE CONNUE
DISPARU SANS LAISSER DE TRACES



ABDESSELEM TAOUD
ENLEVE EN PLEIN JOUR
A TETOUAN
DISPARU
SANS LAISSER DE TRACES



LAHCEN GOUNDAFI
INCARCERE DANS
UN COMMISSARIAT
DISPARU
SANS LAISSER DE TRACES



HABIB KADMIRI
ENLEVE EN PLEIN JOUR
A CASABLANCA
DISPARU
SANS LAISSER DE TRACES

EDITORIAL

Nous réclamons une Constitution démocratique pour le Maroc

IL est pénible de revenir tout le temps sur le problème de la sécurité des biens et des personnes. Nous ne pouvons nous taire sur les enlèvements, les assassinats et les tortures dont sont victimes beaucoup de nos amis politiques et bien d'autres Marocains. Notre devoir de citoyen nous impose de nous élever contre les injustices de quelque côté qu'elles viennent, de les divulguer, d'en informer l'opinion publique qui, éclairée, saura agir auprès des autorités compétentes.

D'ailleurs, le Parti Démocrate de l'Indépendance n'a cessé, depuis le déferlement de cette vague d'injustice, de publier toutes les informations sur ces actes criminels dans son organe en langue arabe « Ar-Rai-Al-Amm », révélant des détails sur certains enlèvements, citant des noms, donnant les numéros minéralogiques des voitures qui servaient aux gangs des ravisseurs. Ainsi, nous avons informé dans le cas de l'enlèvement de notre ami Abdelkader Berrada. Malheureusement, tous ces efforts sont restés sans résultat et les semeurs de trouble, ces hordes nuisibles sont encore en liberté. Bien plus, les ministres P.D.I. au sein du gouvernement d'union nationale ont déployé de grands efforts pour mettre fin à cet état de choses, mais en vain.

Quelles sont les causes de ces résultats nuls ?

Est-ce impuissance des autorités ?

Est-ce complicité occulte ?

Un jour proche, le voile sera déchiré...

Le professeur Abdelwahad Laraki, grand patriote et principal organisateur de la Résistance, a été assassiné en plein jour dans la ville de Fez. Jusqu'à maintenant, ses assassins n'ont pas été inquiétés.

Monsieur Brahim Ouazzani, l'un des premiers créateurs du mouvement national, exilé depuis 1937, condamné à mort par le colonialisme pour son action en faveur de la libération du Maroc, a été enlevé en plein jour dans la ville de Tetouan. Ses ravisseurs sont encore en liberté.

Abdelkader Berrada, Bouslikhen, Taoud, Meknassi, Habib Kadmiri et tant d'autres encore ont laissé derrière eux des familles et des amis affligés. Il est angoissant de voir vivre les familles de tous ces disparus dans une attente pleine d'inquiétude. Sont-ils morts ou sont-ils encore vivants, ces chers disparus ? Quel homme digne de ce nom ne se révolterait-il pas devant ces assassinats et ces enlèvements ? Comment peut-il admettre que les patriotes les plus authentiques aient subi dans les commissariats de police du Maroc indépendant les tortures les plus sauvages ? Nous avons vu des corps mutilés, nous avons vu des jeunes gens qui étaient pleins d'illusions revenir de ces enfers aigris, ayant perdu à jamais leur enthousiasme.

Avons-nous donc libéré notre pays pour y voir régner le désordre et le régime policier le plus abject ? Il est temps d'imposer des freins aux instincts malsains de certains individus et de prendre des mesures exemplaires contre tous ceux qui attentent à la liberté des autres. Mais il faut le reconnaître, notre arsenal des lois n'est pas bien fourni et organisé. Indépendants, nous sommes encore soumis aux lois du régime du protectorat. Il est temps de penser à doter le Maroc d'une Constitution démocratique, qui, basée sur le principe intégral de la séparation des pouvoirs, donnera des garanties aux citoyens pour la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, assurera la liberté de conscience et d'opinion et organisera les pouvoirs pour éviter tout arbitraire.

Que de militants du P.D.I., qui ont été torturés dans les caves des commissariats de police, ont été acquittés par la justice parce qu'ils étaient innocents ! Mais qu'a-t-on pris comme décisions contre ceux qui les ont torturés et humiliés ? Verra-t-on un jour venir dans notre pays la notion de la dignité humaine ? Ou allons-nous nous montrer indignes de notre indépendance et des martyrs qui sont morts pour que le Maroc soit libre ?

Notre patrie doit être une terre de justice et de liberté, ou bien, par la faute de bas intrigants et de piètres politiciens, le Maroc ira-t-il vers des jours sombres ? Nous restons optimistes parce que confiants dans la sagesse de S.M. et dans celle de notre peuple.

« DEMOCRATIE ».

NOS LECTEURS NOUS ECRIVENT

FICTION OU RÉALITÉ ?

Dans le « Petit Marocain » du 9-1-57, il a été fait allusion à un certain rapprochement entre les deux principaux partis nationaux marocains : P.D.I. et Istiqlal. Bien que l'auteur de cette nouvelle ne semble pas baser son information sur une source officielle ou même officieuse, j'ai été fort réjoui de l'affaire tout d'abord en tant que membre de l'un des partis intéressés, mais ensuite et surtout en tant que Marocain désireux de voir tous ses compatriotes aller de la main dans la main vers une union utile au pays.

Depuis la formation du second gouvernement Bekkai dont le programme, qui avait été un programme de choc, tout au moins d'après ceux qui s'en sont chargés, tout n'a été, hélas ! qu'improvisations, hésitations et déclarations sans suite. Il semble qu'une vague de mécontentement et de déception déferle sur tout le pays. Ce qui, heureusement, porte déjà les Marocains de toutes les tendances politiques à juger nécessaire l'union nationale et à écarter les sentiments de division et de haine qui pourraient mettre notre jeune indépendance en cause. Nous devons souhaiter par conséquent que ce fruit, fût-il à présent fictif, se réalise le plus tôt possible pour le bien de la patrie et du peuple qui ne doit former qu'un seul bloc devant les difficultés de l'heure, et sous l'égide, toujours, d'un seul chef et d'un seul père, Sidi Mohammed V.

SEFROUI

Collège Musulman, Settat.

A propos de l'article de M. Sbihi

Orient ou Occident ?... Maroc d'abord !

« En saluant l'apparition de l'hebdomadaire « Démocratie », je tiens à le féliciter pour l'ouverture de la « Tribune libre », point de confrontation de diverses opinions pour donner naissance à tout ce qui peut être nécessaire et utile pour la création d'une société saine, solide et exemplaire. Mais « Démocratie » a inauguré cette tribune par un article de M. Sbihi qui est non seulement discuté, mais imprudent.

« D'abord, M. Sbihi nous annonce : « Ce serait un leurre de croire que, dans le monde, un pays quelconque nous aimerait pour nous-même et serait disposé à consentir des sacrifices pour le seul plaisir de nous être agréable ». Il nous invite ensuite à « nous tourner », comme Bourguiba, vers l'Occident. C'est-à-dire les U.S.A. ; puis essaie de combattre et de détruire le « sentiment politique » pour enfin nous expliquer que l'Orient arabe ne peut rien pour nous, « du moins actuellement ».

« Permettez-moi de rappeler à ce sujet que bien des liens nous rapprochent de l'Orient arabe. D'abord, une civilisation brillante et commune dans un passé prestigieux et plein de gloire. Une religion susceptible de réformer et de consolider cet empire en ruines. Une langue : arme tranchante que bien des tyrans ont tenté d'avilir et de morceler, sans ajouter à ceci la géographie !

« Qu'appellez-vous sentiment politique ? Etes-vous sûr que Bourguiba s'est tourné vers l'Occident ? Ou bien rêvez-vous d'une future Turquie « anti-arabe » ?

Il est vrai que l'Orient a besoin de techniciens occidentaux, et de bien d'autres choses, mais ceci n'empêche pas une union des faibles afin de devenir une force.

« J'admets que l'Orient arabe a aussi ses difficultés, mais ces difficultés ne sont-elles pas les nôtres en même temps ? Oubliez-vous qu'une future union de ces petits Etats ne reposerait pas sur le vide, car ceux qui la composeraient disposent du pétrole, du fer, du manganèse et de bien d'autres richesses vitales encore. Ainsi, les difficultés de l'Orient qui nous sont propres — comme cela a déjà été dit — seront dénouées avant de se transformer en sérieux problèmes.

« Pourquoi donc se tourner vers l'Occident qui posera probablement des conditions incompatibles avec notre indépendance et nos idéaux ? Puisque ce serait un leurre de croire que dans le monde, un pays nous aimerait pour nous-même et serait disposé à consentir des sacrifices pour le seul plaisir de nous être agréable (n'est-ce pas, Monsieur Sbihi), ne pourrions-nous pas et ne devrions-nous pas essayer de nous tourner vers ceux qui nous aideront avec le minimum d'exigences et de conditions ?

« Serait-ce réellement le cas des U.S.A. ?

« Je ne le crois pas...

Mohammed NAAMY

Lycée Moulay Hassan, Casablanca.

LIBERTÉ ET DÉMOCRATIE

« Monsieur le Directeur,

« J'ai lu le premier numéro de « Démocratie » et je voudrais collaborer, selon mes moyens, à votre noble entreprise qui consiste à éveiller les esprits.

« A Londres, sur une plate-forme, un orateur prononce un discours cinquant dans lequel il critique quelques membres du gouvernement. Il explique pourquoi il prend cette position et comment ceux qui gouvernent devraient agir.

« Quelques curieux sont là, écoutant attentivement ses paroles, et, parmi eux, se trouve un automobiliste qui a laissé en marche le moteur de son véhicule. Un policier s'approche du conducteur. Que va-t-il faire ? Lui donner l'ordre de circuler, disperser la foule et arrêter l'orateur ? Non, courtoisement, il s'adresse à l'automobiliste et lui dit : « Arrêtez votre moteur, s'il vous plaît, car son bruit empêche d'entendre ce que dit ce Monsieur ».

« C'est cela, la liberté et la justice. N'est-il pas juste de laisser chacun exposer son opinion, de juger les choses à sa façon ? Un homme qui ne peut pas faire comme cet orateur anglais est-il libre ?

« Nous, Marocains, que savons-nous de la liberté, qu'entendons-nous, lorsque nous prononçons le mot « LIBRE » ?

« Personnellement, je crois qu'être libre, c'est avoir le droit de dire son opinion n'importe où sans risquer de se faire arrêter par un policier et condamner à trois ou quatre ans de prison, mais je pense aussi que c'est avoir le droit de participer de toutes ses forces au développement de son pays, de se sacrifier pour lui à l'occasion, que c'est le droit aussi de pouvoir juger bon ou mauvais ce qui me plaît ou ne me plaît pas, que c'est avoir la possibilité de comparer mes idées avec celles des dirigeants et de CRITIQUER SANS PEUR.

« Chacun de nous, Marocains, doit s'intéresser aux problèmes économiques, sociaux et intellectuels qui se posent au Maroc actuel.

« Nous n'avons pas le droit de nous laisser aller et de nous reposer en tout sur les responsables. Nous n'avons pas le droit de dire, comme un de mes camarades : « Je ne suis pas payé pour penser au Maroc et pour essayer de l'aider à se développer. Je me suis assez sacrifié quand il était sous le Protectorat, et

maintenant, c'est lui qui doit faire quelque chose pour moi. »

« Il faut comprendre que nous devons maintenant au Maroc, plus que nous lui devons avant, il nous faut aider notre pays par notre travail et notre sacrifice.

« Souhaitons à notre cher pays un progrès sans égal, et souhaitons surtout qu'au Maroc, les mots « LIBERTÉ et DÉMOCRATIE » prennent leur vrai sens. »

Ahmed CHRAÏBI
Lycée Moulay Idriss, Fez.

« Monsieur le Directeur,
« J'ai appris avec une vive satisfaction la parution de l'hebdomadaire « Démocratie ».

« La réalisation de cet heureux projet est due pour une large part aux efforts que vous n'avez cessé de déployer depuis fort longtemps.

« Le titre que vous avez bien voulu donner à ce journal reflète déjà sa tendance démocratique et libérale et fait de lui un défenseur acharné des nobles principes de l'Islam et des idées doctrinales soutenues et développées durant les âges de la civilisation humaine.

« La vocation de trait d'union entre l'Orient et l'Occident qu'a le Maroc de par sa position géographique, son passé glorieux et sa culture, trouvera toute son expression dans « Démocratie » qui, je n'en doute point, saura concilier les valeurs spirituelles et morales du premier avec le modernisme du second.

« L'ère nouvelle que vous-même, Monsieur le Directeur, avez contribué à instaurer exige la mobilisation de toutes les forces vives du pays afin de le guider vers ses grandes destinées.

« Les courants qui ont traversé durant les premières décades de ce siècle l'Afrique et une partie de l'Asie ont aidé à résoudre certains problèmes de caractère purement politique. L'économie et le social se sont vus relégués au second plan. C'est ainsi que plusieurs pays enfin libérés du joug colonialiste durent faire face à des difficultés insurmontables.

« Le Maroc n'a pas échappé à cette particularité et il a dû affronter, au lendemain de son accession au statut de pays libre et

indépendant, plusieurs problèmes d'ordre politique, économique et social.

« La lutte sacrée et courageuse qu'il a menée avec foi et persévérance ne saurait trouver sa consécration sans une révolution accomplie dans tous les domaines. Nourrir, vêtir, loger et instruire, telles sont les principales tâches des responsables marocains.

« Tous ces impératifs appellent une franche et sincère collaboration entre tous les éléments de la population. Cette collaboration suppose un dévouement à la cause commune et un intérêt grandissant apporté à la chose publique. L'immobilisme et l'anarchie où se débat notre politique nécessitent l'intervention massive du peuple dans la gestion de ses affaires propres.

« Peu importe si les points de vue en présence s'avèreraient diamétralement opposés les uns aux autres. Bien plus, cette opposition de vue aidera à faire jaillir la lumière et à trouver des solutions qui, sans être magiques, seront positives et déterminantes.

« La noble mission que se charge d'accomplir votre journal constitue un gage de succès pour le triomphe de la démocratie. Elle contribuera à parfaire l'éducation civique de tous les Marocains sans distinction de races, de religions ou de classes.

« Informer le citoyen, élever son niveau d'éducation politique et sociale, l'aider dans son émancipation : telles sont les tâches qu'accomplira « Démocratie » sous votre direction éclairée.

« En espérant un plein succès à votre journal, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments les meilleurs. »

MOHAMED SIJILMASSI

La vie et la lutte de THOURYA CHAOUI

Première aviatrice marocaine

« Dar-Al-Kitab » vient de publier un livre abondamment illustré sur la vie et la lutte de la première aviatrice marocaine, Thourya Chaoui, assassinée le 1er mars 1956 au volant de sa voiture, à Casablanca.

Ce livre en contient deux en réalité. Il a pour titre « Thourya Chaoui, première aviatrice du Maghreb arabe », et contient une œuvre inachevée de la malheureuse disparue : « Veux-tu devenir aviateur ? »

Le destin a voulu qu'Thourya soit assassinée un jour avant la proclamation de l'indépendance nationale pour laquelle, malgré son jeune âge — elle avait 21 ans — elle a lutté durant des années. Mlle Fadila Slaoui, auteur de cette biographie originale, bien présentée et substantielle, nous parle de l'aviatrice, de l'artiste, de l'orateur, de la militante, en évoquant la prestigieuse figure de Thourya Chaoui.

Les 160 pages du livre contiennent également les nombreux messages, lettres et pétitions que la jeune aviatrice signait ou envoyait en compagnie de signatures qu'elle collectait aux différents chefs de gouvernement ou résidents généraux réclamant la solution du problème du trône et l'indépendance du Maroc.

Le livre nous apprend qu'à quatre reprises, Thourya échappa à des attentats « contre-terroristes ». Mais malgré les menaces, elle continuait à s'occuper de ses œuvres sociales : elle était la fondatrice du « Berceau du Pauvre », de l'« Avenir de la Jeune Fille », de l'« Institution Lalla Amina » en même temps qu'elle était présidente et fondatrice de l'« Aéro-Club Impérial ».

Thourya, dont le père Si Abdelwahad Chaoui a reçu les messages de condoléances de Sa Majesté, des hautes personnalités et de tant de braves gens, aura bien rempli sa vie qui était toute de dévouement, de courage et de bonté.

MARIA.



VIENT DE PARAÎTRE :

LE JUIF DE TANGER ET LE MAROC OU

Le Juif occidental type devant le Maroc nouveau

par CARLOS DE NESRY

Un essai sur les Israélites dans le Maroc nouveau présenté à partir de l'Israélite de Tanger pris comme témoin.

Toutes les raisons qui ont d'abord éloigné celui-ci du Maroc : son occidentalisation précoce, son atavisme hispanique, sa formation française, ses affinités internationales, ses nostalgies sionistes, ses complexes aristocratiques, ses antinomies, ses mythes... et les excès de son europeanisation.

Toutes les raisons qui le rapprochent du Maroc : les impératifs politiques, légaux et sociaux, la décou-

verte de sa qualité marocaine, le réveil d'une certaine conscience nationale, la philosophie de son allégeance chérifienne, sa mémoire séculaire, son instinct de la coexistence, son pouvoir d'adaptation, son pragmatisme, son empirisme...

Toutes ses appréhensions et toutes ses raisons d'espérer au seuil du Maroc nouveau.

La dialectique d'une marocanisation, d'une démarocanisation et d'une remarocanisation successives.

Nous publierons une étude plus détaillée de ce livre dans notre prochain numéro.

DIEU EST-IL

EXISTENTIALISTE ?



CARLOS DE NESRY

de la philosophie existentialiste, qui pourrait se résumer ainsi : négation de Dieu, négation de la primauté de la matière sur l'esprit ou l'essence, cette affirmation étant d'ailleurs partiellement négative, puisque les existentialistes affirment que ce que nous croyons être matière n'est qu'un reflet faux de celle-ci, une image irréaliste que nous nous en faisons.

Vint ensuite la seconde partie de la conférence de M. de Nesry, la plus importante, celle au cours de laquelle il jeta un pont entre les livres Saints qui sont la base des religions et l'existentialisme, qui est la négation de ces religions.

Citant avec une même aisance le Roi Salomon et Simone de Beauvoir, Saint Jean et Sartre, les Psaumes et Camus, il nous prouva, si nous l'avons bien compris, que les existentialistes n'avaient rien inventé, puisqu'ils n'avaient fait que puiser, volontairement ou involontairement, dans les textes sacrés, que leur angoisse est la même que celle du Croyant, mais accentuée par la négation de cette croyance même. Il nous montra aussi que l'existentialisme existait déjà virtuellement à l'époque de Moïse comme au Moyen-Age, comme même à toutes les époques et à tous les temps.

Personnellement, nous nous permettrons de conclure que l'existentialisme n'est que l'extériorisation d'un sentiment profondément humain, extériorisation qui n'est en quelque sorte qu'un sentiment de révolte contre le néant et la peur du néant.

G. P.

LE PORTRAIT

Tu es beau, tu es grand
Tu ressembles à l'Espérance
Tu es le levain du jour
Ta vie, Sire, est grandiose
Toi mon seigneur et mon Roi.
Que j'aime à faire ton portrait
Ma plume en tremble
Ronde est ta tête, telle la terre
Dont elle connaît les lois
Haute, elle atteint le ciel
Où d'autres capitaines ont froid
Accessible, Humain, Démocrate
Tes yeux si beaux en font foi.
Superbe et bienveillant
Ton peuple t'adore
Toi son sang et toi sa voix.
Confiants en ton Amour, assis en ton Pouvoir
Tu es le guide, le Chef suprême
Toi mon Seigneur et mon Roi ! ma Joie !

Kamel ZEBDI.

Ce n'est pas sans une certaine appréhension que nous pénétrâmes dans la salle du Cercle de l'Union où l'affluence était grande, l'autre soir. M. Carlos de Nesry devait, en effet, donner une conférence sur l'existentialisme et ses rapports avec la Bible, et nous craignons que le sujet ne soit quelque peu « soporifique », si bien traité qu'il pût l'être.

Il n'en fut rien, et nous passâmes deux bonnes heures à écouter avec un intérêt sans cesse croissant un conférencier qui sentait son public, savait l'amuser à l'occasion par une pointe d'humour, qui, en un mot, sut nous tenir sous son charme jusqu'à la dernière minute, et obtint un succès que l'on pourrait qualifier de triomphal.

Il fit tout d'abord un tableau rapide de ce qu'est le « faux existentialisme », celui qui porte un uniforme composé d'un pantalon un peu étroit et de cheveux un peu longs, puis il sut nous faire comprendre l'essentiel

A la recherche d'une langue perdue

(LE MALHEUR EN DANGER) par MALEK HADDAD

Parfois, les mots nous ennuiant. Nous aspirons au silence, un silence total qui nous délivrerait de toutes les paroles, de tous les malentendus.

Pour Malek Haddad, cet ennui est un luxe auquel il ne peut prétendre.

Jeune poète algérien, il écrit en langue française et souffre de cette douloureuse servitude. Il est mal à l'aise, comme dans un habit d'emprunt, fait pour un autre ou qui aurait été acheté au « marché aux puces ».

Je parle avec des mots qui sortent d'au-
[tres bouches.

Les chiens, dans leur exil, ont des sanglots
[barbares.

Je veux sourire à la chanson
qui dirait malgré tout,
que le musicien n'est pas content.

Ainsi est exprimée dans « Le Malheur en Danger » (Editions de la Nef de Paris) l'épreuve des Algériens que le colonialisme tente de dépouiller de tous les fondements de leur personnalité nationale en leur imposant une langue étrangère pour consacrer leur rupture avec leur propre passé.

Certains Algériens...

Les Algériens ont appris la langue française. Certains d'entre eux la manient avec aisance. Mais, au même titre que « le fusil et la mitraille », le français leur sert d'instrument de combat pour libérer leur patrie et lui permettre de retrouver sa langue perdue. En français, les romanciers et les poètes algériens expriment les angoisses et les espoirs de leur peuple tout en forgeant dans le sang sa destinée future.

60 pages

Ne dépassant pas 60 pages, « Le Malheur en Danger » comporte une préface de 20 pages : « A mon ami le poète algérien », qui est un véritable ART POETIQUE de l'Algérie Révolutionnaire.

Les enfants de l'Algérie pourront se deman-

Soyez debout mes camarades
La montagne a raison

Le pas très lourd des trépassés
Comment l'appelles-tu
Je m'appelle un cadavre
J'étais vivant j'avais des filles
J'ai bu du lait
de l'eau
de la chimère

Soyez debout mes camarades
La montagne a raison

Les débris de mon cœur les débris des gourbis
J'ai voulu les lever dans un chant d'espérance
J'écris les trépassés les trépassés m'ont dit
Un requiem est parfois le berceau des romances.

Ensuite la musique ! ! !

Pour l'instant le malheur
Le pas très lourd des trépassés
Sera la gamme des Matins.

Un militaire et sa fiancée
Se regardaient dedans les yeux
Paris avait des larmes aux yeux
Le petit militaire était comme un refrain cassé
Il partait pour la guerre
Il pleuvait sur Paris et dans les yeux de sa fiancée
Un militaire et son destin
Se regardaient dedans les yeux.



Malek Haddad vu par Issiakhem

der si « un poème vaut une chanson plus dure ». Pour les délivrer du complexe d'infériorité que certains d'entre eux pourraient avoir à ce propos, Malek Haddad leur rappelle que « l'incompatibilité n'existe pas entre un stylo et une chanson plus dure ».

« Un peu cette émotion devant les arbres, dit-il, dont il faudra couper les branches pour faire des crosses de fusil. »

A l'instar de tous les hommes sains et qui ne s'abaissent jamais jusqu'à la méchanceté, il n'accepte pas la violence d'un cœur léger : « Je veux des volcans raisonnables ! » s'écrie-t-il ! « Tu trempe ton stylo dans les ruisseaux qui charrient le corps gonflé et répugnant des serpents ennemis des eaux claires qui chantonnent. Ton encrier, c'est la source. Dans le dernier

dictionnaire, le mot Héros s'appellera : un Homme. »

Un salut fraternel

Puis Malek Haddad adresse un salut fraternel à ses aînés, les quatre poètes algériens Roland (!) Domkhane, Kateb Yovine, Mohammed Dib, Kerraz et cet autre grand poète, Mohammed El Aïd qui, lui, écrit en arabe et qui « connut la prison pour avoir été à la hauteur d'une langue en colère ». En passant, Haddad n'oublie pas de serrer la main de cet excellent Jean Seynac, Algérien d'origine européenne qui est plus fidèle à sa patrie algérienne qu'aux acrobaties du stylo...

A tous, Malek Haddad parle :

« Tu écris parce que tu aimes. Si tu n'aimes pas, pose ton stylo. Avec tes pieds-soldat et tes pieds-troubadour, tu vas tracer des routes, des sentiers parfumés de légende. Ferme la radio. N'ouvre pas ton courrier. Regarde ta mère. Tu n'as pas envie d'embrasser ta mère ? »

Sa « Mère », c'est naturellement l'Algérie.

Ma mère est toujours belle
Je l'accompagne tous les jours
On l'appelle Colombe.
Mais en arabe est son prénom.

En avertissant le poète algérien qu'on lui volera tout, « même son testament », il ne veut pas jouer les Prophètes du Malheur. Au contraire. De l'Eternité, il n'a rien à attendre. Il EST poète !

« Sur le mur de ta maison, il n'y aura pas de plaque disant de quelle Faculté tu es sorti. Tu es mieux qu'un diplômé. Tu es un Homme. Tu as fait ton humanité... »

Très gentiment, et sans amertume aucune, il s'excuse de chanter en français et rappelle que « le colonialisme a voulu qu'il ait un défaut de langue ».

Tel est le poète que je suis heureux de présenter aujourd'hui aux lecteurs de « Démocratie ». Est-il d'ailleurs meilleure présentation que ces textes que l'aime, et que vous aimerez également ?

M'hamed SKALLI.

Je sais bien que Madrid n'a pas séché ses larmes
N'a pas séché son sang
Et je sais bien près de Grenoble
Un grand pupitre de l'honneur
Et je sais que Séoul avait des yeux crevés
Et les rizières d'Indochine
La rouge symphonie des Députés malgaches
L'exil d'un Sultan, celui d'un communiste
JE SAIS BIEN QU'AUJOURD'HUI NOUS AVONS TOUS
LE MONOPOLE DU MALHEUR

Je compte mes copains
Ils sont morts mes copains
J'arrête de compter
Quand j'atteins l'infini dans un bilan terrible
J'arrête de compter quand les mots sont des chiffres.

SILENCE !

A la frontière du talent
Un gabelou fait son boulot
Une idée passe la frontière
Elle n'a rien à déclarer

La putain sur papier velin !
Moi je t'avertis, ma vieille
Dans les poubelles de l'oubli
L'Histoire jettera
Les mégots littéraires
Et les clairs rouillés

MISSION ACCOMPLIE

Et la Paix revenue
La Colombe dira
Qu'on me fiche la Paix
Je redeviens oiseau

TRIBUNE LIBRE

LES CONDITIONS DE NOTRE RESTAURATION

par **Abdellatif SBIHI**

Membre de l'Assemblée Nationale Consultative
ancien directeur de « La Voix Nationale »

Une mission américaine est venue récemment au Maroc procéder, sur les plans technique et économique, à une première étude des besoins de notre pays, et des moyens d'y satisfaire. Une assez grande discrétion a entouré cette enquête, et, dans de nombreux milieux, on s'est plaint de ce que les membres

de cette mission n'aient pas été appelés à prendre des contacts directs avec les divers éléments de la population et à se rendre compte par eux-mêmes de la situation angoissante dans laquelle nous vivons actuellement.

Car l'affirmation pleine d'optimisme selon laquelle, grâce à son potentiel économique

considérable, le Maroc est assuré, dans l'avenir, d'une prospérité inouïe, ne saurait faire oublier les dures réalités du moment. L'espérance est une qualité du Marocain, la patience aussi : elles sont déjà lourdement hypothéquées.

Dans l'ordre hiérarchique des besoins, le gouvernement doit inscrire en tête ceux qui sont immédiats et urgents : nourrir ceux qui ont faim. Qu'on se rassure : leur appétit est modeste.

Pour en avertir nos amis d'Amérique, il est suffi de leur laisser voir le pays tel qu'il est, sans fausse pudeur, sans fausse honte. Nous espérons qu'au cours d'un second voyage qu'elle pourrait bien entreprendre ici, la mission américaine, se dégageant d'un emploi du temps trop rigide, saura voir par elle-même le pays réel.

J'ai dit qu'il fallait, dans l'immédiat, nourrir ceux qui ont faim. Si une telle mesure s'avère urgente, à moins que l'on ne veuille pousser les affamés vers des solutions de désespoir, elle serait cependant vaine si elle était considérée comme une fin en soi : elle n'est qu'un moyen, celui qui permettra d'attendre avec la patience et la sagesse nécessaires la restauration économique du pays et d'y coopérer efficacement.

Des illusions ne doivent pas être créées ou entretenues sur la facilité avec laquelle le Maroc obtiendra à l'extérieur une aide pour cette restauration. Les organisations internationales ne disposent que de ressources modestes par rapport aux besoins qu'elles doivent satisfaire dans le monde entier, et nous ne pouvons escompter de leur part guère plus qu'une aide sur le plan technique, et encore assez faible. Par ailleurs, aucun gouvernement étranger ne nous apportera un appui financier durable, si notre politique, sur le plan international, va à l'encontre de principes qu'il considère comme essentiels. Je sais que nous devons avoir une liberté d'action compatible avec notre dignité et nos intérêts vitaux. Mais je ne conçois pas qu'un pays, fût-il l'Amérique, puisse soutenir, à grands frais, une politique, et en même temps, maintenir son concours à ceux qui lutteraient contre cette politique. Car l'acceptation anticipée d'une aide financière éventuelle de Moscou n'aurait pas d'autre signification.

Quant aux capitaux privés, et ceux-là nous sont également nécessaires, ils ne s'investiront au Maroc que si la sécurité leur est assurée dans le présent, et dans l'avenir ; ils n'accepteront pas de courir les risques d'une aventure.

Tout notre programme d'action doit être établi en fonction de ces impératifs catégoriques.

Sa réalisation — est-il besoin de le rappeler ? — ne saurait se passer du concours intégral de tous les Marocains, concours qui deviendra de plus en plus efficace, au fur et à mesure de la formation des cadres techniques et la main-d'œuvre spécialisée ; faute de quoi, ce serait maintenir ouverte la porte à une nouvelle colonisation étrangère du pays.

Pour mener à bien rapidement cette action, toutes les énergies devraient s'unir et être mobilisées, sous l'égide de Sa Majesté le Sultan, par un gouvernement national constitué à l'image réelle du pays.

P. S. — Une personnalité célèbre, l'âne de Buridan, pressée à la fois par la faim et la soif, hésitait entre un seau d'avoine et un seau d'eau. Cinq siècles plus tard, l'âne de Monsieur Skalli, affamé, se refuse à choisir entre un seau d'avoine et un seau... vide : c'est ce qui résulte de l'aimable contradiction qu'il m'a apportée.

Pour Monsieur Skalli, la formule « Maroc d'abord » évoque celle de « France d'abord », qui était celle, naguère, d'un journal célèbre, royaliste et nationaliste, et il en éprouve les mêmes nausées que les communistes de « la patrie » du dit journal.

Il est permis à Monsieur Skalli de n'être ni royaliste, ni nationaliste, mais pourquoi n'aurait-il pas son appartenance ? A. S.

LE PROBLEME DU CHOIX

CONFEDERATION NORD-AFRICAINE ET PARLEMENT D'ABORD

Jamais le problème du CHOIX en politique internationale, n'avait été porté au Maroc, devant l'opinion publique, avant l'article de Monsieur Abdellatif Sbihi dans le premier numéro de « Démocratie » et la réponse de M. Mohammed Skalli dans le numéro suivant du même journal.

Un acte de courage

C'est un acte de courage, et nous ne pouvons que féliciter l'organe du P.D.I. d'avoir ouvert ses colonnes à un débat public sur un problème aussi vital pour notre pays.

On parle beaucoup du problème du choix au Maroc, mais seulement dans des conversations privées, entre quatre murs. Les partis politiques n'ont pas encore soulevé cette question, si délicate qu'elle mettrait aisément ceux qui l'aborderont dans de mauvaises postures.

Monsieur Sbihi a choisi l'Amérique... depuis longtemps d'ailleurs.

L'exemple de l'Inde

Monsieur Skalli, plus nuancé, a choisi « d'éviter tout choix qui pourrait encourager une agression quelconque ou aggraver la tension internationale ». En d'autres termes, et si je ne m'abuse, il voudrait que notre pays suive l'exemple de l'Inde à l'égard des deux blocs antagonistes et observe une neutralité pacifique et active tout en développant des liens économiques, culturels et amicaux avec le monde communiste (U.R.S.S. et Chine Populaire) sur le même pied qu'avec l'Occident.

Si c'est bien cela que veut dire M. Skalli, je suis personnellement de son avis. Notre pays n'a pas à rallier un bloc contre un autre. La politique des pactes n'offre aucun intérêt pour la nation marocaine. Ni pacte atlantique, ni pacte de Varsovie. D'ailleurs, nous ne pouvons que désavouer l'O.T.A.N. qui permet à la France d'employer les troupes de cette Organisation dans la guerre d'extermination que l'impérialisme livre à l'Algérie.

L'Algérie n'est pas encore libre

En plus de cela, comment pouvons-nous choisir dans le domaine international alors que l'Algérie ne s'est pas encore libérée du joug colonialiste et que nous voulons la création d'une Confédération Nord-Africaine qui implique une unité de vue et une harmonisation de cette politique sur le plan extérieur. Nous ne pouvons pratiquement pas nous lier à un bloc ou l'autre tant que l'Algérie n'est pas indépendante. Nous ne pouvons surtout pas nous lier à un bloc qui fait la guerre au peuple algérien. Nous ne pouvons pas engager l'Algérie malgré elle.

Le problème du choix est tellement important et ses conséquences sont tellement graves pour l'avenir et la réussite de la Confédération Nord-Africaine que nous ne pouvons pas décider seuls du choix alors même que nous le voudrions. En plus, une Confédération Nord-Africaine groupant près de 25 millions d'habitants et se liant à d'autres peuples nouvellement indépendants ou premiers à l'indépendance est une force beaucoup plus considérable et importante que ce que nous pouvons représenter. Elle pourra sauvegarder son indépendance, et la nôtre avec elle, garantir ses droits et ses intérêts beaucoup plus sûrement que nous ne le ferions à présent.

Avec Bandoung

L'Organisation des Nations Unies semble un

champ propice à une politique marocaine qui renforcerait le prestige du bloc afro-asiatique et des pays de Bandoung dont l'action persévérante à l'O.N.U. a contribué, pour une large part, à la réalisation de nos aspirations nationales, porte et portera encore (nous le verrons en ce qui concerne l'Algérie) des coups mortels au colonialisme. A ce propos, rappelons le vote hostile de la délégation marocaine à l'égard de l'admission à l'O.N.U. de la Chine Populaire qui représente 600.000.000 d'âmes. On ne distingue pas trop les avantages de cette prise de position qui ne peut que discréditer notre pays aux yeux du bloc de Bandoung, et particulièrement aux yeux de la Chine Populaire qui siègera demain parmi les Nations Unies, que notre ministre des Affaires étrangères le veuille ou non. Les Etats-Unis n'ont-ils pas cherché les possibilités de renouer avec la Chine lors de la Conférence Eisenhower-Nehru à la ferme de Gettysburg ? Je le répète, nous n'avons pas à être contre l'Amérique, la Chine ou la Russie. Nous tendons la main à toutes les nations dans le cadre de la Charte des Nations Unies.

L'individu et la notion

Cependant, si l'individu peut choisir avec une aisance relative en tant que citoyen d'une nation libre, et tenter d'éclairer l'opinion publique sur les avantages et les inconvénients de telle ou telle option, il n'en va pas de même pour une nation tout entière. Ni les partis, ni le gouvernement n'ont le droit d'embarquer le Maroc dans une politique que le peuple pourrait désavouer demain, et parlant, les désavouerait eux-mêmes et les rendrait responsables d'un choix qu'il n'aurait pas décidé et auquel il n'aurait pas participé.

Un parlement

C'est même à rappeler avec insistance que tout ce nous n'avons pas encore d'institutions démocratiques, de parlement élu par le peuple et d'où émanerait la volonté populaire, tout choix engageant l'avenir et le sort de notre peuple, pourrait être une usurpation pour la quelle ses auteurs seraient, tôt ou tard, condamnés. Il ne faut pas laisser quelques irresponsables décider de notre sort. On doit permettre au peuple d'envoyer ses députés qui décideront en toute conscience de donner l'orientation que désire le peuple à notre politique internationale, ceci dans le cadre et l'intérêt de la Confédération dont nous avons parlé plus haut.

Il s'agit donc, d'abord et avant tout, si nous voulons être conséquents avec nous-mêmes, de préparer des élections libres qui aboutissent à l'installation d'un parlement devant qui le problème du choix dans le domaine international sera posé, débattu, analysé, débattu et résolu. Seule cette VOIX populaire a le droit de décider de notre sort.

Il est donc urgent de doter le Maroc d'un parlement qui apportera sa caution aux grandes décisions et aux grandes options qui attendent le Maroc indépendant. Certains penseront que l'Assemblée Consultative pourrait, à la rigueur, remplir le rôle du parlement. Je dénie à cette assemblée tout rôle utile sur le plan international, car désignée et arbitrairement composée, elle n'est pas le reflet fidèle de l'opinion publique marocaine.

Mustapha EL KASRI.

Les Sports au Maroc au début du siècle

LE sport, au Maroc, a conquis droit de cité. En football, nos sélectionnés ou même nos équipes, font bonne figure devant les meilleures formations. D'autre part, ne sommes-nous pas en droit de penser que nos meilleurs éléments dans cette spécialité aident au prestige des plus grandes équipes françaises ?

En cross-country, beaucoup ont déjà brillé dans une sélection française sur les grandes pistes d'Europe. Ils feront très prochainement, nous en sommes certains, applaudir sur ces mêmes stades les couleurs marocaines.

Le sport est, certes, un divertissement, mais son but essentiel est de mettre en relief le courage, l'adresse, la force et la résistance de l'homme. Les exercices du stade ne sont donc pas des jeux stériles et vains ; ils sont une école, une école d'énergie où chaque individu doit essayer d'atteindre son idéal de sportif, et pour cela, s'astreindre à une discipline sévère. Discipline aussi bien musculaire que morale. Aussi n'est-il pas exagéré d'affirmer que les exercices physiques et le sport constituent en ce sens une base solide qui peut servir au redressement même d'un pays.

Notre pays a besoin d'une jeunesse saine et robuste. Il est important pour notre prestige, que notre drapeau soit hissé au mâle des stades des grandes capitales européennes. Pour cela, jeunes gens et jeunes filles, il vous faut fréquenter les terrains de sports et marcher sur les traces de vos aînés. Nous aurons l'occasion de traiter dans notre journal de tous les sports. Nous nous efforcerons de vous guider et de vous encourager, parce que les exer-

cices physiques vous sont indispensables.

Aujourd'hui, nous sommes heureux de vous indiquer les sports que nos compatriotes pratiquaient au début de notre siècle. Vous verrez que ces jeux consistaient à développer toutes les qualités que nous vous avons énumérées, et que nos pères avaient des qualités physiques exceptionnelles qu'ils vous ont léguées et que vous devez de perfectionner.

I. SPORTS INDIVIDUELS

La marche

L'état médiocre des moyens de communications au début de ce siècle a donné à ce sport un très grand essor. Les Riffains, les paysans du Souss, du Draa et du Tafilalet fournirent les meilleurs marcheurs. Fès, Marrakech, Tanger et Oujda constituèrent de véritables corporations de courriers à pied ou « reqqas ». Comme les Mechourya (courriers à cheval) étaient chargés uniquement de porter les ordres de Sa Majesté à ses représentants, les particuliers n'avaient recours qu'à des courriers spéciaux. L'activité diplomatique obligea les légations étrangères de Tanger à organiser de véritables services spéciaux en faisant appel à ces reqqas qu'ils chargeaient de porter le courrier à travers le pays.

Suivant l'urgence des messages à transmettre et la distance à parcourir, les marcheurs adoptaient une allure et un régime particuliers

a) Allure des montagnards

Les courriers adoptaient une marche en demi-flexion, mais à pas très grands et cadence lente. Leur régime de route consistait à se reposer une heure sur quatre. Ils parcouraient ainsi entre 70 et 150 km. Leur vitesse variait suivant la longueur du trajet et les difficultés du terrain. C'est ainsi que repos compris, ils pouvaient parcourir :

Tanger-Larache (72 km.) en 16 heures ; Tanger-El Ksar (90 km.) en 24 heures ; El Ksar-Fès (150 km.) en 50 heures

b) Trot du chien

Dans des cas plus urgents, les particuliers expédiaient des reqqas spéciaux dont l'allure était plus rapide.

Ces courriers adoptaient un pas gymnastique rapide, à lar-

ges foulées, saute d'un pied sur l'autre, que l'on appelle « riezza el kelb ».

D'autre part, ils diminuaient et espaçaient les repos partiels. Ils parcouraient les distances : Tanger-Larache en 10 h. ; Tanger-El Ksar en 12 h. ; Tanger-Fès (240 km.) en 48 h.

C'est le développement des moyens de communications qui a mis fin à l'existence des corporations de reqqas. Mais nos campagnards demeurent toujours d'admirables marcheurs. C'est cette aptitude naturelle qui leur permet de briller dans les courses à fond.

La course à pied

Ce sport était très en vogue et les athlètes organisaient des compétitions pour désigner le champion.

Il existait la course de vitesse, la course de grand fond et la course de relais.

LA COURSE DE VITESSE

Pratiquée à tout âge et aussi bien par les citadins que par les habitants de la campagne, elle existait sous deux formes : la course-poursuite et la course trajet.

1) *La course poursuite* : Sur un parcours fixé à l'avance, les coureurs placés au départ sur la même ligne essayaient d'atteindre un but donné.

2) *Course trajet* : Les concurrents, au nombre de deux, par-

taient de deux points diamétralement opposés. Si ce genre de course supprimait l'émulation provenant de la lutte serrée (du coude à coude), elle permettait d'apprécier davantage la vitesse des coureurs.

LA COURSE DE FOND

Ce sport était surtout pratiqué par les gens de la campagne, qui avaient pour cet usage tous les champs libres.

Le vainqueur de ces compétitions était sacré le meilleur coureur de la tribu et servait presque toujours, après sa victoire, de courrier au caïd de la région.

LA COURSE DE RELAIS

Pratiqué uniquement par les adultes, ce sport était plutôt un jeu qui avait lieu de préférence les nuits de pleine lune.

Divisés en équipes, les coureurs se servaient d'un bâton comme témoin et se fixaient généralement un arbre comme but. Le coureur en place sur le terrain était obligé de se dérober à la poursuite de ses adversaires, et de remettre le bâton à l'un de ses coéquipiers chargé de le déposer au pied du but. Si le détenteur était atteint par l'un des poursuivants, ce dernier prenait le terrain pour essayer de le transmettre à l'un de ses camarades. Le parcours n'était pas déterminé, le jeu pouvait durer très longtemps. Si le bâton était déposé au but après un temps relativement court, le jeu recommençait.

(A suivre)

LAHCEN CHALDI : Un champion pas comme les autres

Il est dans le sport comme dans toutes les choses de la vie des destinées...

Celle de Lahcen Chaldi, inconnu du grand public il y a quelques mois encore, aujourd'hui promotionnaire de la F.F. de tennis, champion de l'Afrique du Nord fait partie de cette catégorie de « privilégiés ».

Lahcen Chaldi débuta tout jeune sur les courts. Non pas la raquette à la main, mais en renvoyant inlassablement une balle comme simple ramasseur. Et, appuyé contre le grillage, il put à son aise déceler tous les défauts des joueurs.

Un jour, à son tour, il s'essaya. Au Stade Marocain de Rabat, il devint l'homme à battre. Ken contre Lahcen était un critère. Il se décida ensuite à faire des tournois. Son premier titre de gloire fut ce championnat d'Afrique du Nord qu'il remporta à Alger, battant en finale... l'oublié !

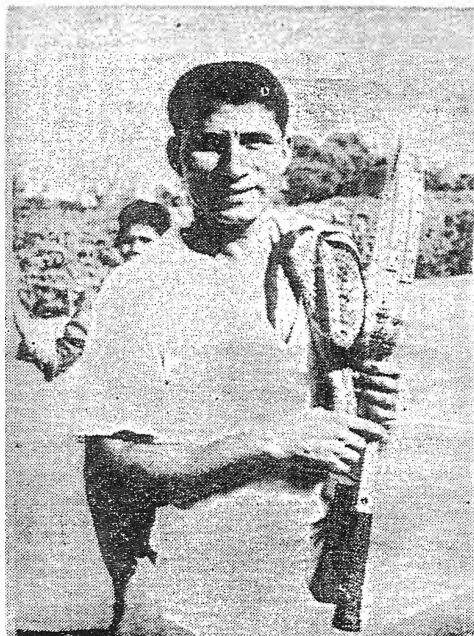
Les grands techniciens du tennis analysèrent son jeu... Beaucoup pensèrent que Lahcen était limité, d'autres, au contraire, crurent en son étoile parce que justement « il n'était pas comme les autres ».

Un champion ne copie pas, il innove... et ceux qui ont vu jouer Lahcen furent surpris par sa prise de raquette ou sa préparation au smash.

Lahcen a pour lui de grosses qualités. Un sens inné de la place et un souffle de marathonien. Ses qualités « tennistiques » s'améliorent chaque jour. Son revers est plus appuyé, son lob plus précis et... surtout, renvoyeur infatigable, il commet moins de fautes que l'adversaire...

Sans doute, il y aura d'autres Lahcen. Chaldi a le mérite d'être le premier Marocain à prendre place parmi les grands du tennis.

Mais déjà aux quatre coins du Maroc, d'autres Lahcen se lèvent... attendant avec impatience d'être blé qui pousse... Très certainement, il y aura là de la bonne graine de champion. **Gérard DANIEL**



Après une dure partie, Lahcen Chaldi, frais et détendu, reprend le jeu. (Photo Rannin)